

## LE DISCOURS POLÉMIQUE DE LA PRESSE OFFICIELLE CAMEROUNAISE

### RESUME

Cette étude porte sur le discours du quotidien gouvernemental *Cameroon Tribune*, met en perspective sa trame idéologique et vise à déceler les logiques qui le structurent. La période d'étude coïncide avec un événement précis, consécutif au desserrement des contrôles provoqué par le fameux "Vent d'Est". Et qui a vu s'affronter les partisans du multipartisme immédiat et les forces de l'ordre le 26 mai 1990 à Bamenda.

Elle s'organise enfin autour de l'idée selon laquelle cette crise sociale n'a été, en réalité, qu'un embrayeur qui a fait resurgir à la surface les angoisses collectives d'une Nation encore exposée à des risques de désintégration. Et dans ces cas-là plus que d'ordinaire, la presse fonctionne comme un instrument de production de normes destinées à garantir la pérennité de l'ordre social contre les forces centrifuges.

### ABSTRACT

*This study deals with the polemical discourse of the government owned Cameroon Tribune. It highlights the newspapers' ideology and aims to decipher the logic which guides it. The period under study coincides with a precise event : namely the loosening of controls following the advent of the "wind of change" blowing from the East, which provoked a pitched battle between supporters of immediate multipartism and the forces of security in Bamenda on May 26, 1990.*

*The study is organised around the idea that, this particular social crisis was a mere pretext which only galvanised the collective fears in a nation which is still exposed to the risks of desintegration. Under such circumstances, th media functions as an instrument for disseminating norms whose finality is to ensure social cohesion against the threats from centrifugal forces.*

## LE DISCOURS POLÉMIQUE DE LA PRESSE OFFICIELLE CAMEROUNAISE

Par Dr. François WAKATA BOLVINE  
Assistant à l'ESSTIC

Plaidoyer pour une approche contextuelle des médias, cette étude a pour objet principal la mise en perspective de la trame idéologique du quotidien gouvernemental Cameroon Tribune au moment précis du déserrement des contrôles (influence du " Vent d'Est "). Journal qui recèle en son sein deux équipes rédactionnelles de cultures différentes. L'objectif étant de voir si les pratiques discursives sont identiques chez les anglophones et chez les francophones. Dans l'affirmative, nous pourrions soutenir que les deux groupes socioculturels constitutifs de la nation camerounaise respectent scrupuleusement les prescriptions normatives du pouvoir ; dans le cas contraire, il faudrait mesurer l'écart à la norme, autrement dit, quel est, des deux CT (l'étude porte sur une période où les deux éditions anglaise et française de de CT constituaient encore deux titres distincts), celui qui est le plus proche des discours primaires (discours du pouvoir) et, a contrario, celui qui s'en trouve le plus éloigné. Notre démarche procède par un relevé systématique du contenu thématique des deux titres<sup>(1)</sup> et par un examen des stratégies discursives développées par chacun d'eux. Afin de mettre en évidence l'unicité ou la polyphonie du discours des équipes rédactionnelles.

Ce type d'analyse permet en effet de déceler avec précision les attitudes, les tendances et l'esprit qui caractérisent un journal, étant entendu que:

*" Quand on veut savoir comment se situe un agent d'information (un journal...) dans le système, il faut examiner ce qu'il produit " (2).*

Soit en l'occurrence son discours. Or, un discours n'est pas une réalité évidente, un objet offert à l'intuition, mais plutôt le résultat d'une construction<sup>3</sup>. Et c'est dans ce processus de construction qu'apparaît la subjectivité du rédacteur. Celui-ci est en effet impliqué dans chacun des choix lexicaux, syntaxiques et théoriques qu'il fait à chaque instant. L'idéologie de l'émetteur apparaît donc (déjà) au niveau du stock de mots qu'il utilise, tout message

étant par définition un reflet de l'état de celui qui l'émet<sup>(4)</sup>. Egalement "miroir" où se reflète la culture d'un pays et d'une époque, creuset, et matrice dans laquelle celle-ci se forme et se transforme, "sécrétion(s) du corps social"<sup>(5)</sup>, la presse, à travers l'étude de CT est censée nous fournir un concentré, même partiel de la société camerounaise.

L'étude porte sur une période d'un mois et demi, du 29 mai au 4 juillet 1990 ; correspondant au début et à la fin approximative du traitement de "l'événement de Bamenda" par la presse. Evénement consécutif à la naissance, le 26 mai 1990, d'un parti politique illégal, le Social Democratic Front (SDF) - le Cameroun est encore à cette époque sous un régime monopartisan. Une confrontation opposant les manifestants pro SDF aux forces de l'ordre venues les disperser se solde par la mort de six personnes.

Conjointement, une autre manifestation de soutien au SDF se déroule à l'Université de Yaoundé, organisée par les étudiants anglophones. De vives protestations s'élèvent à travers le pays, émanant des principales autorités et dénonçant cette création intempestive et au demeurant illégale d'un autre parti que celui du président Biya (le RDPC) ; déplorant la perte de vies humaines, et mettant en avant les risques d'un multipartisme calqué sur les divisions tribales. Elles sont suivies de manifestations de soutien au Chef de l'Etat.

Pourtant, un mois après ce coup de force du SDF, le président Biya prend tout le monde à contre-pied en annonçant au cours du congrès extraordinaire du RDPC (du 28 au 30 juin), sa volonté d'instaurer le multipartisme au Cameroun. Entre-temps (début juin 1990) le président français, François Mitterrand, lors du sommet franco-africain de la Baule, avait suggéré aux chefs d'Etat africains d'accepter la concurrence politique.

En outre, sur le plan international, il souffle un vent de libéralisation politique consécutif à l'écroulement du mur de Berlin (novembre 1989), symbole de la dislocation de l'empire soviétique. De nombreux pays d'Afrique connaissent une agitation orchestrée par la société civile qui réclame une démocratisation des régimes politiques, fonctionnant sous le système du parti unique. Sur le plan national, on assiste à une montée des voix en faveur du multipartisme.

Il s'agit donc d'une période charnière de l'histoire du pays, où deux ordres s'affrontent : celui de la société civile qui exige le changement et celui du pouvoir qui souhaite maintenir l'ordre ancien.

L'orientation générale des journaux gouvernementaux, facilement perceptible à travers leur politique éditoriale est le soutien au pouvoir, principal ordonnateur d'une politique d'information qui structure et organise les médias. La réalité est rendue plus complexe pour ce qui concerne le Cameroun, à cause de la structuration dichotomique des équipes rédactionnelles, conséquence du bicommunautarisme de la société. Cette spécificité offre une

opportunité pour l'exploration d'un questionnement consubstantiel à ce modèle de " cohabitation rédactionnelle " : les journalistes, malgré l'obligation qui leur en est faite, peuvent-ils réellement parler d'une seule voix ? Autrement dit observe-t-on une totale univocité entre les deux équipes de CT, Sinon qu'est-ce qui varie d'un titre à l'autre ? Quels seraient alors les lieux de divergence ?

Nous pouvons d'ores et déjà soutenir qu'au regard des ressorts socio-historico-culturel et politique qui séparent et conditionnent les journalistes anglophones et francophones de CT, des divergences sont inévitables dans le traitement qu'ils font des phénomènes d'actualité qui s'offrent à eux quotidiennement. Et qui sont rendues visibles à travers les choix thématiques et discursifs révélateurs du positionnement de chaque équipe rédactionnelle.

## I - LES THÈMES RÉCURRENTS

A partir des 1520 unités d'information (UI) <sup>(6)</sup> recensées dans CTA et des 3330 de CTF, nous pouvons obtenir par regroupement, 28 thèmes différents (voir tableau 1). Toutefois, pour des commodités d'analyse, il est apparu nécessaire d'opérer une agrégation des différents thèmes en 10 grandes catégories, selon les règles de proximités sémantique (les synonymes par exemples), et logique (items de sens éloignés, mais renvoyant à la même réalité) et classées par ordre de grandeur décroissante.

### *Les acteurs politiques*

Cette catégorie inclut à la fois les personnes physiques faisant partie du personnel politique, les personnes morales telles que les partis politiques, des organes collégiaux comme le gouvernement, et des appareils répressifs à l'usage du pouvoir tels que les forces de l'ordre : les autorités administratives et politiques ; les forces de l'ordre ; le gouvernement ; Paul Biya ; le RDPC ; le SDF ; l'UNC. Soit 1888 UI (38,9%).

### *Les problèmes politiques*

Nous avons regroupé sous ce titre générique tous les problèmes d'ordre politique ou économique qui préoccupent les Camerounais et plus particulièrement le monde politique : la démocratie ; les libertés ; les manifestations politiques illégales ; l'étranger ; le climat politique national ; les problèmes socio-économiques ; la conférence nationale ; le référendum ; le nationalisme : 1154 UI (23,7%).

*La société civile*

On retrouve dans cette catégorie des thèmes tels que : les Camerounais ; l'Eglise camerounaise ; le barreau camerounais ; les victimes : 732 UI (UI (15,09 %).

*La nation camerounaise*

Cette catégorie intègre tous les thèmes pouvant caractériser le Cameroun : le Cameroun et la culture politique camerounaise : 306 UI (6,3%).

*Les valeurs de référence*

Sont répertoriées ici les valeurs, attitudes et normes invoquées ou prescrites soit par les acteurs même des manifestations, soit alors par les journalistes (les valeurs promues) : 256 UI (5,2%).

*Les médias*

195 UI (4,02%)

*Les institutions du pays*

Cette catégorie est constituée du thème " les institutions " : 172 UI (3,54 %).

*Les comportements proscrits*

82 UI (1,69%)

*Le sport*

64 UI (1,31 %)

*Divers*

La loterie nationale (CTF) : 1 UI (0,02 %).

Au-delà du caractère politique même de l'événement analysé, le discours de CT contribue à le poser comme tel, par l'intérêt qu'il attache à évoquer les acteurs politiques impliqués ; par les références incessantes aux institutions du pays ; et enfin par l'évolution même de ces problèmes politiques, au détriment de tous les autres aspects de la vie sociale.

L'occasion est manifestement offerte à CT pour déployer la stratégie discursive attendue et de voler au secours du monde politique et des questions qui l'intéressent, par la promotion des valeurs de stabilité, bien davantage que celles du changement<sup>(7)</sup>. Il s'agit de minimiser les facteurs de tension, en mettant l'accent sur ce qui rassemble davantage que sur ce qui divise : on parle plus des valeurs promues (256 UI) que des attitudes rejetées (82 UI).

Cette prescription des attitudes et ce rejet de comportements déviants, placent CT en instrument vecteur de normes censées modeler l'agir des Camerounais. Action normative visant à générer un type de comportement entièrement voué au maintien en l'état du système. Dans son ensemble ce journal se pose en défenseur des intérêts d'un pouvoir susceptible d'être ébranlé par l'instauration du multipartisme.

Un simple décompte des thèmes n'apparaît cependant pas suffisant pour mesurer les différences entre les deux CT. La valeur (quantitative) que chaque titre accorde aux thèmes recensés pouvant également être parlante. Le tableau ci-dessous qui compare les deux titres à partir du nombre de thèmes apparus dans chaque édition.

**Tableau 1 : Les différentes occurrences thématiques par titre.**

THEMES	CTF	%	CTA	%
RDPC	471	14.1	192	12.6
Paul Biya	390	11.7	145	9.5
Les Camerounais	304	9.1	90	5.9
La démocratie	273	8.19	120	7.8
Les manifestations politiques illégales	271	8.13	128	8.4
Le SDF	234	7.02	109	7.17
Le Cameroun	233	6.9	72	4.7
Les valeurs promues	175	5.2	81	5.3
Les autorités administratives et politiques	137	4.1	92	6.05
L'Eglise	137	4.1	74	4.8
Les institutions	123	3.6	49	3.2
Les médias	108	3.2	87	5.7
Problèmes socio-économiques de la nation	104	3.1	22	1.44
L'étranger	72	2.1	21	1.3
Les libertés	56	1.6	27	1.7
Le sport	48	1.44	16	1.05
Le barreau camerounais	47	1.41	4	0.26
Les attitudes rejetées	37	1.1	45	2.96
Les victimes	30	0.9	46	3.02
Le climat politique national	23	0.69	31	2.03
Les forces de l'ordre	22	0.66	31	2.03
Le gouvernement	20	0.6	22	1.44
L'UNC	12	0.3	11	0.7
Le nationalisme	-	-	4	0.26
La conférence nationale	1	0,03	-	-
La culture politique	-	-	1	1.06
La loterie nationale	1	0,03	-	-
Le référendum	1	0,03	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>3 330</b>	<b>100</b>	<b>1 520</b>	<b>100</b>

Visiblement, les deux titres de CT ont un choix thématique identique, à quelques rares exceptions près. C'est uniquement au niveau de leur distribution que des différences apparaissent. Le plus significatif est cependant le fait que le journal parle davantage de Paul Biya et du RDPC que des manifestations du 26 mai 1990. Evénements qui devraient pourtant logiquement, en tant que sujet d'actualité, constituer le centre d'intérêt majeur. On observe en revanche une logique particulière qui consiste à s'intéresser non pas à l'événementiel, à l'éruptif, à l'original, mais plutôt au quotidien, à ce qui fonde la stabilité et la pérennité de l'ordre social. Le neuf intéresse moins que l'ancien, le changeant moins que le constant, le mouvant moins que le permanent. La volonté est d'attirer l'attention plus vers les thèmes fondateurs de l'unité du pays dont le président de la République et le parti unique sont les symboles. La mise en avant permanente des principes unificateurs va de pair avec la marginalisation des facteurs de division.

La démarche n'est d'ailleurs pas fortuite. Ces deux " acteurs " constituent les repères à partir desquels les phénomènes sociaux sont appréhendés. Lorsqu'un événement à caractère national se produit, on l'observe à travers l'opinion du chef de l'Etat, ou du parti dont il est le président. Cette observation nous amène à nous intéresser aux modalités de construction du discours de CT, à travers la profusion des figures d'autorité d'une part, et l'exclusion ou l'accent porté sur les thèmes diviseurs.

## II - LES FIGURES D'AUTORITE CONTRE LES CAMEROUNAIS

Le recueil thématique de CT indique une présence très importante des figures d'autorité dans le discours du journal, qu'il s'agisse d'hommes politiques, de hauts fonctionnaires ou de personnalités de la société civile comme les évêques ou les chefs traditionnels. Au détriment des autres acteurs - les manifestants notamment -, dont on aurait attendu une présence plus significative, compte tenu de la gravité de l'événement. D'où cette tendance à observer l'événement à travers le regard et le discours du pouvoir, au dépens de leur discours propre. Par ailleurs, le fait que, dans une société, les responsables politiques soient ceux qui ont la maîtrise de la parole légitime fait d'eux les principaux interlocuteurs des journalistes en quête de nouvelles.

Le statut même du journal, tribune des dirigeants politiques et de toutes les personnalités occupant des positions de pouvoir au sein de la société camerounaise y est pour beaucoup. Par le truchement de CT, cette élite se livre, à travers toutes les formes que revêt sa présence dans CT (communiqués, témoignages, interviews, propos repris etc.), à sa propre promotion. Laquelle se double, dans les situations de crise comme celle dont il est question, d'une prescription d'attitudes et de normes à l'usage des Camerounais. L'origine institutionnelle de l'information à CT confirme d'ailleurs cette ambition que

nourrissent les dirigeants camerounais de se faire valoir tant aux yeux des citoyens que de leurs collègues et homologues et, surtout, de ceux du chef de l'Etat dont dépend leur carrière.

Comme conséquence, cette surdomination du personnel politique et administratif dans CT (toutes éditions confondues) s'accompagne fatalement d'une minoration du taux d'apparition des autres catégories de Camerounais. La première catégorie est en effet représentée à 38,9%, alors que les victimes des manifestations sont marginalisées (1,56%) ; et que la catégorie " les Camerounais " (regroupant les membres de la société civile), ne recueille que 15,09% des UI. Par ailleurs la catégorie paysanne, éloignée des grands centres urbains, ainsi que les ouvriers, commerçants etc., sont pratiquement absents de CT.

Il s'ensuit un déséquilibre centre/périphérie inévitable du fait de la non prise en compte des problèmes de la majorité de la population vivant encore en zone rurale. Le discours de CT s'apparente en effet à un discours clos : produit par l'élite et destinée à l'élite. Ce qui renforce son caractère élitiste. Reste que tous les thèmes recensés ne sont pas présents simultanément dans CTA et CTF. L'analyse du processus de choix et d'exclusion de certains sujets s'impose donc, si l'on veut parvenir à dessiner la personnalité de chaque titre.

### III - L'ORIGINALITÉ DE CHAQUE TITRE

La mise au jour de la personnalité de l'édition de CT repose sur l'analyse de la présence ou de l'absence. Le principe étant que la présence de certains thèmes et items dans un titre et pas dans l'autre, peut s'avérer utile comme élément de comparaison, et nous informer sur les références ou sur les silences observés par chacune d'elles. Nous observons ainsi deux démarches contradictoires entre CTF et CTA, le premier évacuant les thèmes diviseurs, le second au contraire y mettant l'accent.

#### 3- 1 L'escamotage des thèmes diviseurs dans CTF

La version française du journal insiste sur les problèmes économiques, et cherche ainsi à orienter l'opinion vers ces questions-là. Les détournant ainsi des problèmes politiques, dont les Camerounais n'ont pas à se préoccuper, puisque le RDPC répond à toutes leurs préoccupations. Par ailleurs, CTF met en avant les symboles unitaires (Fête nationale, conscience nationale camerounaise, lieux des cérémonies officielles, référendum, patriotisme, loyalisme, construction nationale etc.), et néglige les caractères particularisants. Ce titre cherche plutôt à rassembler les Camerounais autour des valeurs organisatrices de la société menacées par le nouveau contexte politique.

### 3 - 2 La mise en avant des caractères particularisants dans CTA

L'édition anglaise, contrairement à CTF, n'hésite pas à évoquer les symboles de division (opposition politique, multiplicité tribale, ethnicité, groupe spécifique etc.) refusant de faire l'impasse sur les changements politiques. L'accent est également mis sur les éléments qui certes font l'originalité du Cameroun, mais qui permettent surtout de poser les deux communautés comme conflictuelles : comme pour rappeler que le Cameroun est constitué de deux communautés culturelles et linguistiques distinctes et que cette originalité ne devrait pas échapper aux décideurs.

D'un autre côté, l'insistance du journal de langue anglaise à imposer les thèmes du nationalisme, de la citoyenneté camerounaise, du drapeau camerounais indique la dénonciation de la dérive consistant à vouloir marchander la citoyenneté camerounaise ou à tester le degré d'allégeance de chaque Camerounais aux couleurs nationales. Il faut se rappeler que les propos de certains responsables politiques du pays au lendemain des événements de Bamenda ont semblé indiquer que certains Camerounais, appartenant à une certaine communauté seraient moins patriotes que d'autres. Déclaration qui a profondément choqué les anglophones qui se sont sentis visés. Ce faisant, le titre se positionne en défenseur de la minorité anglophone, " injustement " mise en cause, simplement parce que " quelques uns " de ses ressortissants auraient chanté l'hymne national nigérian.

Cependant, une recherche des stratégies propres à chaque journal, qui se limiterait à la seule approche quantitative paraît inapte à fournir des résultats concluants. Il convient de rechercher ailleurs, ce qui serait de nature à caractériser de manière décisive la personnalité de chaque titre, en procédant à une analyse de type qualitatif ; visant non plus à mesurer les procédures de mise en valeur des nouvelles (par un décompte fréquentiel des différentes occurrences), mais plutôt à faire ressortir ce qui n'est plus alors apparent, et ne peut être saisi qu'à l'examen des stratégies discursives mises en œuvre par les deux journaux. Cela revient à opérer une analyse différentielle qui permette de mettre en évidence l'affrontement de logiques et de stratégies qui fondent la personnalité de chaque édition de CT et de déterminer la position de chaque titre par rapport aux manifestations du 26 mai 1990.

#### IV - LES STRATÉGIES DISCURSIVES

La mise en perspective des pôles organisateurs de ce discours, qui apparaissent avec une certaine régularité, nécessite de s'élever du contenu textuel de ce journal. Il s'agit de déceler la trame permanente à travers laquelle les faits d'information sont organisés sous forme de discours à CTF et CTA. Trois grandes tendances significatives sont perceptibles : les deux CT diver-

gent sur la perception des principaux acteurs des manifestations et sur les problèmes politiques liés à ces événements, ainsi que sur la pratique professionnelle même des journalistes : l'un des titres manifestant une plus grande tendance à la pratique d'un journalisme véritable, relativement détaché des contingences organisationnelles et contextuelles.

#### 4 - 1 La distribution manichéenne des rôles

On compte parmi ces acteurs impliqués de près dans ces manifestations des personnalités physiques et morales, partant du président de la République au Nigéria, en passant par les autorités administratives et politiques, le RDPC, Achidi Achu, John Fru Ndi, le SDF, etc. Et à chaque niveau, les deux équipes rédactionnelles ont de la peine à s'accorder.

*" L'Etat c'est Paul Biya "*

Le premier pôle majeur de fabrication de l'information dans l'édition française de CT consiste en l'assimilation du pays au chef de l'Etat. Ce dernier occupe une place prédominante dans l'information au Cameroun. Il constitue la référence incontournable pour toute argumentation. Qu'il s'agisse des figures d'autorité que des journalistes eux-mêmes. " Comme l'a dit le chef de l'Etat " est le paravent derrière lequel s'abritent tous ceux qui se hasardent à des analyses quelque peu novatrices. Il est la figure emblématique qui incarne la Vérité. En d'autres termes, il est la caution de la réalité. Si le chef l'a dit, alors c'est vrai. Par conséquent, si on dit que le chef l'a dit, non seulement c'est vrai, mais on peut aussi le dire sans risquer d'être inquiété. L'évocation du chef de l'Etat est en effet absolue pour les journalistes. De toute façon, il est tout simplement divin. Il est le juge suprême qui sait ce qu'il faut pour le Cameroun. CTF n'indique-t-il pas que Biya " connaît mieux que quiconque les étapes nécessaires qu'il nous faut franchir " ?

L'assimilation du pays au chef (de l'Etat) apparaît dans la manière dont le journal associe les manifestations au désordre, aux risques de division, de désunion, d'anarchie ; et, à l'opposé, le président Biya à la stabilité, la paix, la légalité : " non aux actions illégales, oui au président Biya ". Réclamer le multipartisme et la démocratie c'est donc s'attaquer personnellement au président de la République, donc à la paix, à la stabilité, à l'intégrité du territoire, à l'union nationale, donc au Cameroun. S'attaquer à lui équivaut à s'attaquer au Cameroun auquel il s'identifie. Ce serait faire preuve d'un manque de patriotisme flagrant, et, surtout, se rendre coupable du délit de " haute trahison ", le plus grave crime que l'on puisse commettre contre sa propre nation.

L'autre aspect de la présence permanente du chef de l'Etat dans CT tient à la mise en scène de la " Une " de CT (voir figure 1). L'oreille gauche du

quotidien est occupée par une citation-médaille illustrant le chef de l'Etat (le médaillon) et la pensée du jour, qui n'est rien d'autre qu'une citation extraite d'un de ses discours ou écrits, située à droite (parfois en dessous, ou carrément à l'oreille droite) de la photo. Cette citation-médaille par son existence même et par son emplacement, joue deux rôles : elle fait de CT la voix du président de la République, en même temps qu'elle remplit une véritable fonction éditoriale. Or, le rôle de l'éditorial est d'informer à la fois sur le monde et sur la façon dont il faut le percevoir<sup>6</sup>. Cette pensée du président constitue le cadre référentiel à travers lequel les journalistes perçoivent et décrivent les phénomènes d'actualité.

Cette citation-médaille, à travers le rôle qu'elle joue tant du point de vue scénique (son emplacement sur la scène que constitue la Une du journal) que du point de vue idéologique (la voix du président de la République) illustre parfaitement la tendance au monoclisme et au culte de la personnalité qui ont cours dans la plupart des pays d'Afrique francophone, faisant du chef de l'Etat celui qui concentre tous les pouvoirs entre ses mains, celui dont dépendent toutes les institutions, et dont la voix constitue la référence suprême. D'ailleurs, lorsque Biya consentira à reconnaître le principe de la concurrence politique, il n'en sortira que plus grandi. N'est-il pas le maître : " Aux élèves (les Camerounais) d'assimiler la leçon de Biya comme la bonne vieille leçon des choses " ?

Le caractère sacré de sa personne est tel que le chef de l'Etat devrait constituer le lieu de convergence par excellence des deux titres. Or, ce n'est pas le cas. C'est CTA qui introduit la dissidence en dénonçant l'attitude des responsables politiques qui quelques jours auparavant s'opposaient viscéralement à l'introduction du multipartisme au Cameroun (dont le président de la République, qui avait notamment annoncé à l'issue du conseil ministériel du 6 juin que le seul problème du Cameroun c'était la crise économique et non pas le multipartisme) . On relève une nuance très significative dans la perception que CTA a de lui. L'édition anglaise parvient habilement à introduire un jugement dépréciateur en invoquant la mise en doute de la stature d'homme d'Etat de Paul Biya : " *Président Paul Biya moved up to the state as the great statesman many though he has not been* " (8).

Concernant la plus haute personnalité du pays, cela constitue un élément de divergence significatif. Le journaliste accomplit un jeu habile d'opposition de valeurs. Biya apparaît (enfin) comme le grand homme d'Etat (valeur positive), présumé que certains lui ont toujours nié (valeur négative). Par ailleurs, ce journaliste utilise un procédé adroit pour avancer une assertion et se réfugier derrière un collectif indéterminé : " on ". La source de son propos n'étant pas indiquée, on peut penser que le journaliste est soit le véritable auteur des propos énoncés sur Biya, soit alors, qu'il les assume, puisque dans ces cas là,

*" Endosser un énoncé comme information sans l'affecter de sa source, c'est le légitimer comme réel et, du même coup, véhiculer, s'ils existent, les intérêts que la supposée source a investis dans son discours " (9).*

Cette " liberté " de CTA mérite d'être relevée eu égard à la personnalité de l'acteur évoqué, de l'absence de liberté de l'information, ainsi que de l'interdiction faite aux professionnels des médias publics de critiquer les autorités du pays, à commencer par la plus intouchable d'entre elles : le président de la République. Les anglophones ne s'en tiennent pas à cette seule personnalité.

#### *. La dévalorisation systématique des autorités*

Si les autorités du pays sont, avec le chef de l'Etat, les intouchables auxquels les journalistes des médias officiels doivent allégerance, une nette différence d'appréciation entre CTA et CTF peut néanmoins être relevée. Le premier titre, très critique dénonce ces " agents zélés " : ces " patriotes auto-proclamés " ; leur hypocrisie ; leur irresponsabilité et ignorance ; leur tendance à détourner les fonds publics et à expatrier des capitaux vers les banques étrangères etc. Ainsi, au Ministre de l'Administration territoriale - qui selon CTA, s'est illustré par sa tendance au manichéisme en déclarant : " *que celui qui ne se sent pas Camerounais aille ailleurs* " -, CTA rétorque :

*" Personne ne peut aller nulle part comme l'a suggéré un haut fonctionnaire avec une insouciance et une irresponsabilité caractérisées (...). Ce nouveau syndrome nationalitaire et cette suspicion visant à savoir qui est Camerounais et qui ne l'est pas, et quel est le degré de " Camerounité " de chaque Camerounais ne peut conduire qu'à une espèce de chasse aux sorcières qui ne peut mener à rien d'autre qu'à une désintégration de la nation. Ce qui serait tout le contraire de ce que souhaite le Renouveau " (10).*

L'organisation même de la mise en page du numéro du 1er/6/90 renforce le caractère distancé du discours de CTA. La page entière est divisée de manière à produire un effet de dialogue polémique entre le ministre de l'Administration territoriale (article principal) et le journaliste anglophone (commentaire en encadré à droite).

Ce thème " autorités administratives et politiques " est sans conteste dévalorisé par CTA, alors qu'il apparaît plutôt valorisé dans l'édition française du journal, ne serait-ce que par l'inexistence (absence) du moindre élément

d'appréciation négative les concernant, et par la non dénonciation de leur dérive " anti-anglophone ". CTF reste fidèle à la logique de la défense de tout ce qui est lié à ces dirigeants <sup>(11)</sup>. La fonction de surveillance de l'environnement paraît donc mieux assumée par CTA. Les principaux acteurs des événements du 26 mai offrent également aux deux rédactions l'opportunité de s'affronter.

*. Le dénigrement méthodique des sympathisants du SDF*

CTF s'illustre également par la construction manichéenne des acteurs des manifestations. Ce titre organise son discours autour d'un axe immuable : le bien et le mal. Suivant cette logique, le journal peut dire quels sont les bons et les mauvais Camerounais, et construire les figures polémiques qui permettront de déterminer qui est l'ami et qui est l'ennemi de la patrie.

La frontière est tracée entre ceux qui soutiennent le pouvoir et se trouvent du bon côté, et ceux qui sont contre le pouvoir et se situent d'emblée du mauvais côté. Ceux-là sont des " brebis égarées ", des " inconscients " qui se sont écartés du droit chemin. Les étudiants qui les soutiennent ne sont qu'une " poignée d'égarés originaires du Nord-Ouest ", contrairement à la " grosse majorité " de ceux qui, " toutes provinces confondues " manifestent leur soutien au président Biya. Il s'agit de montrer que les manifestants sont anti-patriotes, manipulés et financés de l'extérieur par les ennemis du Cameroun. Ce sont des individus aux attitudes puérides qui ne mesurent pas les conséquences potentiellement dramatiques et de leurs actes irresponsables.

Par cette stratégie de noircissement systématique des manifestants, CTF cherche à susciter une réaction de rejet chez le lecteur. Il est assuré que personne ne serait tenté d'éprouver de la sympathie pour des citoyens prêts à trahir leur patrie en semant le trouble et, pire encore, qui chantent l'hymne national d'un pays étranger !

Dans le même dessein CT martèle l'illégalité de la manifestation de Bamenda. L'expression " manifestations illégales " sera le titre-rubrique coiffant tous les articles traitant de cet événement. Pendant près d'un mois, le journal délaissera ses rubriques thématiques traditionnelles (Politique, Economie, Société, Culture, Etranger etc.) pour préférer la nouvelle rubrique générique événementielle. En montrant ainsi que les manifestants ont violé la loi, CTF espère rallier les " légalistes " dont il s'escrime à démontrer qu'ils sont plus nombreux. CT use donc à merveille de la technique de l' "intégration nationale ", basée sur le recours à l'idéologie, caractérisée non seulement par la minimisation des facteurs de tension (l'accent mis sur ce qui rassemble plutôt que sur ce qui divise), mais également sur le " mythe de l'ennemi ". C'est-à-dire,

*" L'opposition établie entre " nous ", c'est-à-dire ceux qui font vraiment partie de la nation en voie de se faire, et " eux ", c'est-à-dire les autres, considérés comme hostiles " <sup>(12)</sup>.*

Le discours officiel, repris par les médias d'Etat, marque la volonté d'exclure les mauvais Camerounais pour n'en conserver que les bons, ceux qui sont prêts à soutenir le régime pour mener les combats auxquels est confronté le pays.

Cette fois également, CTA épouse une attitude originale nettement distanciée du discours du pouvoir. Alors que CTF reste résolument rivé à la version officielle par un dénigrement des manifestants, l'édition anglaise de CT s'oriente vers une relation plus neutre des faits. On n'y relève aucune tendance ni à tribaliser, marginaliser, régionaliser, diaboliser ni à exclure les fautifs du reste de la communauté nationale. Au contraire, CTA s'en indigne même. L'anti-patriotisme, qualificatif des manifestants du SDF dans CTF est dénoncé au profit d'une dédramatisation des conséquences de cet événement. Les anglophones précisent même que le chant de l'hymne national nigérian n'aura été l'œuvre que d'un seul étudiant, ce qui restait d'ailleurs à être prouvé<sup>24</sup>. Double distanciation traduisant une attitude plus que dubitative : non seulement il s'agit d'un " acte isolé ", mais encore faut-il que ce fait fut établi.

CT révèle donc deux angles d'attaque différents. Alors que CTF opte pour la dramatisation excessive des actes des manifestants, CTA construit plutôt son discours autour de la dédramatisation de ces événements et de l'apaisement. L'objectif de l'édition anglaise consiste clairement à éviter que l'anti-patriotisme supposé des manifestants du 26 mai ne déteigne sur la communauté anglophone tout entière. Le discours des deux titres diverge également au sujet du parti au pouvoir.

*. Le RDPC : parti de tous les Camerounais ?*

Le RDPC, unique parti existant au Cameroun avant la légalisation du multipartisme en décembre 1990, est l'un des acteurs centraux - quoiqu'involontaire - des manifestations du 26 mai : c'est son existence en tant que parti unique qui est remise en cause. Comme on pouvait s'y attendre, le RDPC réagit vigoureusement contre la création de ce parti concurrent (le SDF), en mobilisant tant ses militants que ses dirigeants et cadres et en réitérant son soutien au président Biya : dont l'avenir politique pourrait être compromis si d'autres formations politiques venaient à exister au Cameroun. CTA et CTF divergent une fois de plus quant à la perception qu'ils ont du parti unique.

Si dans CTF le second pôle majeur de fabrication de l'information tient au souci permanent des journalistes de valoriser le parti unique, comme ils s'échinent à le faire du chef de l'Etat, de son gouvernement et des normes susceptibles de garantir la stabilité de la société. Ici encore, l'idéologie totalitaire du pouvoir est reprise par la presse. Le parti unique y apparaît comme le symbole par excellence de l'intégration et de l'unité nationales, en même temps que le chef en est le corps symbolique.

Aussi la mise en valeur systématique du RDPC apparaît-elle comme l'excès inverse du dénigrement et de la diabolisation du SDF, et de tous ceux qui les soutiennent. Le parti au pouvoir apparaît comme le seul cadre à l'intérieur duquel puissent s'exprimer les Camerounais, à cause de la spécificité inhérente à chaque nation. Ne lit-on pas que le Cameroun n'a pas attendu les bouleversements survenus en Europe de l'Est pour introduire la concurrence dans ses structures partisans ? La preuve étant que le RDPC recourt fréquemment à des élections démocratiques en son sein, signe de pluralisme, grâce au principe de la multiplicité des candidatures : que peut-on réellement vouloir de plus sinon semer la zizanie dans le pays ?

Le journal surévalue donc le parti unique en faisant l'impasse sur ses aspects négatifs. CTA en revanche, se démarque de cette attitude en critiquant fermement le RDPC. Notamment par le fait de dénoncer les carences de l'ex-parti unique : " *boycott des réunions par les militants* ", " *non reflet des aspirations du peuple* " ; " *comportements indignes de certains dignitaires du parti* " ; " *monotonie des assemblées* " ; " *querelles entre dignitaires* " ; " *déception et désaffection des militants* " ; " *absence de participation politique* " etc. <sup>(13)</sup>.

L'annonce de la concurrence politique donne l'occasion à CTA d'exprimer sans réserves tout le mal que ce quotidien pensait du RDPC. On note simplement que CTF se limite à conclure que désormais le RDPC servirait le peuple plutôt que de s'en servir <sup>(14)</sup>, reconnaissant implicitement que tout n'était pas si parfait dans ce parti, chose que CTF s'était jusqu'alors escrimé à vouloir démontrer jusqu'au bout. Ainsi, alors que CTF conserve une image positive du RDPC, CTA insiste plutôt sur ses aspects négatifs et se réjouit de l'évolution du système politique camerounais vers la démocratie.

#### *. Achidi Achu : traître ou victime ?*

Ce député RDPC anglophone du département de la Mezam, accusé d'avoir pris part à la manifestation organisée par le SDF le 26 mai 1990, est violemment pris à partie par CTF <sup>(15)</sup>. Il est tour à tour accusé de " *manger à deux râteliers à la fois* ", de " *servir deux causes à la fois* ", d' " *avancer masqué* " etc. Le journaliste de CTF réclame sa démission pure et simple : Achidi Achu est un traître, qui " *doit clarifier sa position* ". En revanche, les deux fois où CTA fait état de cette affaire, c'est pour démentir l'information révélée par CTF. Il s'agit du 1er juin 1990, où un correspondant enverra un papier de Bamenda, révélant que M. Achidi Achu n'avait pas pris part à cette manifestation ; et du 8 juin 1990, où CTA fera une interview d'Achidi Achu démentant sa participation aux manifestations du 26 mai. CTF ne démentira pas cette information de lui-même, mais attendra le 6 juin (soit plus d'une semaine après l'accusation) pour interroger Achidi sur sa participation ou non aux manifestations du 26 mai.

La différence de perception de cet acteur entre les deux titres est très nette : alors que CTF le traite comme un ennemi de la nation, CTA contribue plutôt à le réhabiliter en insistant sur son apparence psychologique. Il apparaît en effet " serein ", " calme ", " digne ", " mécontent après la presse officielle " et " honteux " d'avoir été mis en cause sans preuves et, surtout, d'avoir été accusé de s'être enfui vers le Nigeria. CTA le perçoit donc positivement et endosse le statut d'avocat pour plaider sa cause, alors que CTF se positionne plutôt comme juge : Achidi est à la fois condamné comme traître par CTF, et défendu comme victime d'une machination par CTA. La même logique apparaît au niveau du principal auteur des événements du 26 mai 1990.

*. John FRU NDI : Méphisto ou simple créateur de parti ?*

Principal acteur des manifestations du 26 mai 90 et créateur du parti politique illégal, John Fru Ndi se place tout de suite au centre du débat. Il est, avec le président de la République qu'il défie, l'un des protagonistes les plus en vue. La construction manichéenne relevée plus haut au niveau des manifestants du 26 mai concerne également les deux principaux protagonistes de ces événements : John Fru Ndi, le leader du SDF, et Paul Biya, président du RDPC et président de la République. Pour les francophones, le premier est le leader d'un " soi-disant " parti clanique illégal ; le second, président national d'un parti national unifié qui regroupe tous les Camerounais en son sein. L'un est l'allié de l'étranger, l'autre est le " père " de la nation, le garant de la stabilité des institutions, donc de la pérennité de la nation. La dé-mystification de John Fru Ndi (CTF ne titre-t-il pas le 30/5/90 en page 2 : " Le vrai visage de John Fru Ndi " ?) apparaît comme la face opposée de la mythification qui accompagne la personnalité de Paul Biya. La diabolisation du leader du SDF s'oppose à la déification du président national du RDPC : c'est le diable contre Dieu.

En revanche, CTA observe une neutralité totale à l'égard de cet acteur. Il est simplement évoqué en qualité de créateur de parti. Le tableau ci-dessous compare les positions de chaque titre par rapport à John Fru Ndi, à travers les termes utilisés pour le désigner.

Tableau 2 : Désignation polémique de John Fru Ndi

Acteur	CTF	CTA
John FRU NDI	Politique dérisoire ; Démagogue illuminé ; Imposteur ; Cancre ; Homme d'affaires douteux ; Physique ingrat ; Nourri d'ambitions malsaines ; Fossoyeur de l'économie etc.	- Leader du parti illégal - Créateur du parti illégal - Celui qui a voulu créer son parti

Les deux titres ont des attitudes franchement opposées à l'égard de l'acteur principal des manifestations du 26 mai. Alors que CTF se livre à une destruction acharnée du "fauteur de troubles", révélant même qu'il se serait enfui au Nigeria <sup>(16)</sup>, CTA ne prend pas clairement position contre lui. On y relève même une relative sympathie pour ce libraire progressiste et "courageux", qui a osé poser le problème du multipartisme. "a normal duty for any patriot". Par ailleurs, la stratégie de défense des accusés relevée à l'égard d'Achidi Achu se renouvelle au bénéfice de Fru Ndi. CTA dément ainsi les nouvelles concernant la fuite de cet acteur au Nigeria, deux jours après leur publication par CTF :

*"And contrary to rumors circulating, about his escape to Nigeria, the leader of the unauthorized SDF party John Fru Ndi has been seen in town going about his business normally "* <sup>(17)</sup>.

#### *. Le SDF : parti clanique ?*

À l'instar de son créateur, le Social Democratic Front vient bouleverser le jeu politique national camerounais. L'annonce de sa création force la main au pouvoir politique qui se voit obligé d'aborder l'épineuse question du multipartisme, c'est-à-dire en fin de compte, de se remettre en cause. La manière dont les deux titres de CT parlent de ce parti politique illégal est révélatrice de l'attitude que chacun d'eux nourrit à son égard. Si les articles de synthèse de CTA (29/5/90) et de CTF (28/5/90) sont unanimes à condamner le "soi-disant" parti politique illégal, coïncidant ainsi avec les sources officielles, les deux journaux vont en revanche suivre les trajectoires différentes par la suite.

Une fois de plus, CTF se cantonne dans le dénigrement systématique du SDF : le "soi-disant" parti politique créé à Bamenda est un parti clanique, dont les membres sont tous issus de la province du Nord-Ouest. CTF discrédite ce parti en lui collant une étiquette régionaliste ("le parti de Bamenda"), en jouant sur le registre du respect de la loi, et en insistant sur le caractère anti-patriotique de ses promoteurs. Pour CTF, l'irruption de ce parti dans la scène politique nationale est annonciatrice de troubles sociaux et de querelles inter-tribales. L'attitude de CTA se révèle de nouveau contraire à celle de CTF. Non seulement le titre en langue anglaise ne se livre pas à la campagne de dénigrement et de diabolisation du SDF menée par CTF, mais, observe en outre une neutralité bienveillante à l'égard de ce parti dont il se limite à évoquer la seule chose dont on soit certain à ce moment-là : son illégalité. Le reste des nouvelles concernant le SDF dans CTA seront relatées dans un style purement informatif, sans marque apparente de la subjectivité des journalistes.

*. Les médias : la sempiternelle querelle public / privé*

Les médias furent également un acteur de ces événements. Leur rôle, largement commenté dans CT, épouse les clivages entre CTF et CTA. La distinction entre les deux journaux s'opère sur la base de l'indulgence ou de la critique de chacun d'eux. C'est ainsi que la presse officielle mérite tous les égards aux yeux de CTF. Elle fait consciencieusement son travail, dans un souci permanent d'objectivité. Ses journalistes, véritables professionnels formés dans des écoles renommées, sont les seuls à faire montre de patriotisme et de responsabilité. En revanche, l'opinion de CTA est beaucoup moins bienveillante à l'égard de cette presse. On peut en effet lire dans l'édition anglaise que cette presse a "perdu sa crédibilité" en révélant de fausses informations<sup>(18)</sup>; qu'elle est "incompétente", qu'elle "invente les faits" etc. Et les journalistes, pourtant célébrés dans la version française sont ignorants et font, un "usage irresponsable des médias"; etc. Pour CTA en tout cas, la presse officielle aura manqué de professionnalisme dans la relation qu'elle a faite des événements du 26 mai.

A l'inverse, la presse privée se présente comme la cible privilégiée de CTF. Chaque fois que ce journal fait allusion à la presse privée, c'est presque toujours sur un ton railleur et condescendant. Les journalistes de ce secteur de la presse nationale sont des amateurs qui souffrent d'un handicap majeur : ils n'ont pas été formés dans des écoles de journalisme. Ces gens peu diplômés nourrissent une espèce de jalousie à l'égard des journalistes des médias officiels. Pour CTF, les choses apparaissent claires : ces journalistes de la presse privée manifestent une sympathie certaine pour l'opposition (les journaux privés ne sont-ils pas appelés "presse d'opposition" ?). Aussi CTF se livre-t-il à une critique systématique de cette presse dite indépendante en l'accusant de manquer de patriotisme et de chercher à intoxiquer l'opinion par la diffusion d'informations non fondées, comme pour se venger du gouvernement. CTF va même jusqu'à reprocher à la presse privée de ne pas manifester de la reconnaissance au pouvoir :

*" La gratitude n'est pas toujours la qualité majeure de la presse. Sinon comment expliquer que notre presse nationale n'ait pas encore pu rendre hommage au gouvernement du Renouveau de l'avoir libérée d'une censure longtemps restée tatillonne, d'un contrôle administratif qui, pendant des années, a trop souvent limité son audace ? On eut aimé lire le témoignage de cette gratitude dans les colonnes d'un de nos journaux privés, principaux bénéficiaires de la politique généreuse et clémente que le gouvernement pratique depuis quelques temps à l'endroit de la presse "* <sup>(19)</sup>.

Rien de cette campagne de dénigrement menée par CTF sur la presse privée ne paraît dans CTA. Deux tendances s'affrontent donc, opposition qui tourne autour de la question du soutien ou non du pouvoir par la presse. Comment les deux équipes rédactionnelles perçoivent-elles le Nigeria ?

*. Le Nigeria : pays voisin ou ennemi ?*

La présence du thème Nigeria dans les colonnes de CT n'est pas fortuite. Ce pays, pour les autorités constitue l'ennemi par excellence. Et CT, en brandissant systématiquement l'hydre nigériane cherche à ressouder les Camerounais autour des symboles unificateurs de la nation (le chef de l'Etat par exemple), en leur opposant un ennemi extérieur. Cette stratégie de l'internationalisation de la source du conflit vise à faire croire à une manipulation qui trouve son origine chez les adversaires de la nation, et dont les manifestants seraient les complices. Il s'agit également de rejeter la cause de leur mécontentement sur ces ennemis de la nation puisqu'aucune raison objective ne saurait justifier ces revendications intempestives.

Il faut rappeler que l'histoire commune des deux pays est émaillée de nombreux conflits frontaliers. A tel point qu'aux yeux des Camerounais, ce pays constitue une menace permanente, d'autant plus que subsiste la hantise de voir les anglophones " retourner " au Nigeria. Aussi, leur reprocher de chanter l'hymne national nigérian consiste-t-il à les culpabiliser, en les accusant de pactiser avec l'ennemi, vers lequel ils sont accusés de s'être réfugiés.

Les positions des deux titres de CT divergent cependant quant à la perception de ce pays voisin. CTF désigne le Nigeria comme l'ennemi juré du Cameroun, d'où sont issus tous les complots visant à déstabiliser le pays (manipulation des acteurs des manifestations, aide pécuniaire octroyée au SDF, lieu de refuge des traîtres, etc.). Par ailleurs, ce journal hésite à citer nommément le Nigeria et affectionne plutôt l'expression " un pays étranger " ; " un pays voisin " ; " un puissant voisin ", contrairement à CTA qui désigne expressément ce pays par son nom. CTA ne participe pas non plus à la désignation du Nigeria comme adversaire ou ennemi du Cameroun. Le journal en langue anglaise observe cette fois également une totale neutralité à l'égard de ce pays.

Ce parcours comparatif montre bien que la perception des acteurs humains ou institutionnels des manifestations du 26 mai divise les deux équipes rédactionnelles. Les tableaux 3, 4 et 5 ci-dessous résumant la position de chaque titre par rapport aux acteurs évoqués.

**Tableau 3** : Tableau récapitulatif de la perception des acteurs des manifestations

Acteurs	CTF	CTA
Paul Biya	Le libéral ; Le démocrate ; le sage ; Le " Messie ", etc.	"Enfin " (le) grand chef d'Etat (tant espère)
Les autorités administra. et politiques	Responsables ; Calmes...	Hypocrites ; irresponsables ; détourneurs de Fonds publics ; anti-patriotes etc.
Achidi Achu	Traître	Victime d'une machination
J. Fru Ndi	Démagogue ; Faux prophète etc.	Leader du parti illégal.
Manifestants pro SDF	Groupuscule clanique manipulé, mal intentionné ; Agitateurs égoïstes ; Fauteurs de troubles ; Poignée d'égarés etc.	Manifestants du 26 mai
RDPC	Le parti de tous les Camerounais	Le parti des notables
UNC	Le parti unificateur du Cameroun	Parti archaïque
Forces de l'ordre	Pacifiques	Agents zélés
SDF	Parti clanique (anglophones ; parti de l'étranger)	Parti politique illégal
Presse officielle	Consciencieuse et objective	Peu crédible et incompétente
Presse privée	Presse d'opposition ; Presse d'amateurs ; Presse anti-patriote.	Presse indépendante
Nigeria	Ennemi juré du Cameroun	Pays voisin

Le conflit est manifeste. CTF se range clairement aux côtés du pouvoir, en le soutenant et en dénigrant systématiquement ses adversaires. De l'autre côté, CTA critique tout ce qui de près ou de loin a partie liée avec ledit pouvoir, en même temps qu'il soutient les adversaires de celui-ci. Cette logique est encore plus évidente à l'observation des tableaux ci-dessous qui mesurent la favorabilité ou la défavorabilité des journaux par rapport aux mêmes acteurs.

**Tableau 4 :** Indices de favorabilité / défavorabilité des acteurs dans CTA.

+	ACHIDI ACHU Manifestants du SDF John FRU NDI SDF Presse privée Nigeria	<i>OPPOSITION (SDF)</i> <i>ET</i> <i>SYMPATHISANTS</i>
O	PAUL BIYA UNC Forces de l'ordre RDPC Presse officielle	<i>POUVOIR</i> <i>ET</i> <i>SYMPATHISANTS</i>
-	Les autorités du pays	

**Tableau 5 :** Indices de favorabilité / défavorabilité des acteurs dans CTF

+	PAUL BIYA RDPC Les autorités du pays La presse officielle Les forces de l'ordre UNC	<i>POUVOIR</i> <i>ET</i> <i>SYMPATHISANTS</i>
O	La presse privée ACHIDI ACHU Le Nigeria Le SDF Les manifestants du SDF	<i>OPPOSITION (SDF)</i> <i>ET</i> <i>SYMPATHISANTS</i>
-	John FRU NDI	

Ces profils de favorabilité / défavorabilité de CTA sont l'exact inverse de ceux de CTF, traduisant les sympathies opposées que chacun des titres manifeste à l'égard de certains acteurs. On assiste ainsi à un effet d'un dialogue contradictoire entre les deux éditions du même journal, où l'un accuse et l'autre défend. Il se manifeste par conséquent une reproduction à l'échelle du journal, de l'affrontement des deux communautés constitutives de la nation, qui visiblement, n'ont pas la même perception des acteurs des manifestations du

26 mai. Ce désaccord se poursuit au niveau des problèmes soulevés par la fronde du SDF, notamment celui fondamental du multipartisme.

#### 4 - 2 Pour ou contre le multipartisme ?

Pour illustrer l'anachronisme du multipartisme au Cameroun, CTF oriente les lecteurs vers " le seul vrai problème de l'heure " : la crise économique. Crise qui en fin de compte apparaît comme le dénominateur commun qui sous-tend tout le reste. Les Camerounais doivent s'atteler à faire sortir le pays des difficultés économiques auxquelles il est confronté, au lieu de s'encombrer l'esprit avec des notions qui ne trouvent pas leur application au Cameroun.

D'un autre côté, le journal insiste sur les risques politiques du multipartisme ; le plus grand danger qu'il représente étant de mener le pays à " un multipartisme calqué sur les bases tribales " et menacer ainsi l'unité nationale " si chèrement acquise ". L'histoire mouvementée du pays est là pour témoigner du chemin parcouru de la division à l'union. Ce recours à l'histoire constitue l'un des moyens utilisés par CT pour étayer son argumentation contre le multipartisme. Il est vrai qu'avant l'indépendance du pays jusqu'en 1966 date de la fusion des partis politiques en un seul, l'UNC, le Cameroun vivait sous un régime de multipartisme. Cette période coïncide malheureusement avec de nombreux troubles sociaux dus à l'agitation politique que connaissait le pays et, essentiellement la partie francophone du Cameroun.

L'œuvre du premier président de la République fut, en recourant au monopartisme, d'œuvrer en faveur de la pacification du pays et de la réconciliation des Camerounais, pour parvenir à l'unité nationale. La stabilité politique que connut le Cameroun à partir de cette date lui valut la réputation d'être un havre de paix dans un continent sans cesse secoué par des crises politiques dues à des coups d'Etat ou à des manifestations de micro-nationalismes.

La légitimation de l'ordre des choses amène CTF à ne produire que des témoins opposés au multipartisme. Qu'il s'agisse des Camerounais rencontrés dans la rue de l'élite anglophone à Douala, des chefs traditionnels anglophones du président de l'Assemblée nationale, que du président équato-guinéen, Obiang Nguema de passage au Cameroun :

*" Nous, Africains, n'avons pas connu la même évolution que l'Europe. Les structures sociales sont différentes. En Afrique, tout part de l'ethnie, de la tribu. Voilà pourquoi il faut éviter des transformations brutales (...). Il faut être prudent et éviter de casser les structures politiques actuelles. Mais il faut se dire que sans sécurité économique, il n'y a pas de démocratie véritable " <sup>(20)</sup>.*

La stratégie discursive de CTF manifeste clairement la position d'un journal farouchement hostile au multipartisme. Les francophones opposent aux demandeurs du changement l' "irréductible spécificité " de l'Etat camerounais, la " souveraineté " du Cameroun qui saura choisir son modèle, en temps opportun.

Ces développements indiquent de quelle manière il convient de percevoir la revendication de changements politiques et la volonté de maintenir le statu quo. L'une de ces attitudes paraît légitime, l'autre pas. Exiger la mutation du système politique vers un système pluraliste représente le combat illégitime par excellence, car le multipartisme n'est pas d'actualité au Cameroun: "*nos mentalités ne le permettent pas encore*". Au demeurant, "*il n'y a pas de modèle standard en matière de multipartisme*", alors, le Cameroun doit suivre sa propre voie. Et, surtout, sans influence extérieure et sans précipitation. Aussi cite-t-on le propos désormais célèbre de François Mitterrand: "*il faut laisser le temps au temps*". Le discours de CTF, en construisant ces catégories antagonistes visant à culpabiliser les uns et à renforcer les autres dans leurs croyances, colle parfaitement avec l'idéologie du pouvoir dont l'objectif principal est de ressouder autour de lui l'ensemble de la communauté nationale, en l'empêchant d'éprouver la moindre sympathie pour les "traîtres".

Toutefois, la position de CTA tranche une fois encore avec l'attitude "anti-multipartisme" qui prévaut dans CTF. L'édition du 29 juin 1990 offrira par ailleurs au journal anglophone l'occasion d'affirmer ouvertement les positions qu'il a toujours nourries en faveur du multipartisme. Le titre de l'éditorial d'Ebokem Fomenky est sans équivoque: "The cool bath". Signifiant que l'annonce faite par le président Biya à l'ouverture du premier congrès ordinaire du RDPC, de promouvoir le multipartisme au Cameroun a fait l'effet d'une douche froide sur tous ceux qui se sont toujours opposés au multipartisme. Au demeurant, cette décision, ou plutôt ce revirement du président de la République ne les surprend guère: "*It was generally understood to mean that multi-party politics was around the corner*"<sup>(21)</sup>; et eux les anglophones, y ont toujours été favorables. La douche froide, ce n'est donc pas pour eux, mais pour les autres, notamment les médias officiels, et particulièrement CTF, qui se trouvent ainsi désavoués. La nouvelle stratégie de CTA consiste désormais à saluer chaleureusement Paul Biya pour sa "courageuse décision", et, en même temps, à s'en prendre à tous les dirigeants qui se sont rendus coupables de comportements indignes. Cela tend-t-il à dire que ce titre pratique un journalisme moins militant que son émule de langue française?

#### 4 - 3 Le recul critique de CTA inversement proportionnel au conformisme de CTF

Ce qui frappe dans CTF, c'est l'identité de discours avec le pouvoir. Les journalistes contraints à attendre le communiqué officiel destiné à interpréter la réalité, ne peuvent publier qu'une information conformiste. L'imbrication des discours se révèle tellement forte que l'attitude de CTF évolue en fonction de celle du pouvoir. Au fléchissement de la position officielle à l'égard du multipartisme correspond le fléchissement du discours de CTF. Lorsque le pouvoir admet le principe de la concurrence politique, le journal déplace le débat sur un autre registre : celui de la nature de la démocratie, de la forme qu'elle doit revêtir. Il est désormais question de savoir s'il faut " démocratiser le Cameroun " ou " camerouniser la démocratie " : " multipartisme n'est pas démocratie " ; " oui à la démocratie, mais sans influence extérieure " ; " oui au multipartisme, mais dans le respect de la loi ". Le journal se rend compte, un peu tard peut-être, que la démocratie et le multipartisme devenus irréversibles, sont des revendications de plus en plus répandues dans le monde. On ne peut y être opposé sans paraître rétrograde.

Cette réappropriation de l'idéologie dominante véhiculée par le pouvoir, fait du quotidien national le support idéal de la propagande officielle et le complice du pouvoir (même si le journal n'a pas une logique propre, du fait qu'il n'en est que l'instrument). CTF fait corps avec le pouvoir et parle en son nom ("*notre option d'ouverture démocratique et de libéralisation de la vie politique*", "*notre parti*" ; "*de nombreux camarades sont venus*" )<sup>(22)</sup>. L'édition du 29/6/90 par exemple cite Paul Biya l'oreille gauche sans en indiquer l'auteur :

*" D'autres courants de pensées existent qu'il faudra prendre en compte, combattre ou intégrer ".*

Mais cet emplacement étant habituellement réservé à la citation-médaille de Paul Biya, le journal n'a pas besoin de donner plus de précision. Cet énoncé, associé à ce territoire précis suffisent à en désigner l'auteur. Le titre de la " une " est annonciateur du bouleversement du champ politique : " RDPC, la concurrence arrive ". Paul Biya est désormais célébré pour sa clairvoyance et pour la fidélité à ses engagements. Il n'avait " pas dit non au multipartisme " pouvait-on lire dans l'édition du 1er juin 1990. Aujourd'hui, il tient parole : " Homme de parole, parole d'homme ". Ce jour, CTF célèbre l'événement et le principal acteur de ce virage : "*Et l'histoire retiendra que ce virage décisif fut l'œuvre de Paul Biya*". Il n'est plus question ni de l'opposition que le journal a manifestée au multipartisme, ni de celle des autorités politiques. C'est jour de fête, et le journal titre en apothéose, en dernière page : "*VIVE LA DEMOCRATIE*".

Contrairement à CTF, la version anglaise manifeste moins les formes d'un journalisme militant. En référence aux manifestations du 26 mai 1990, CTF joue sur le retentissement de cette affaire et sur la critique des manifestants, alors que CTA ne s'en tient qu'au factuel, sans qu'aucune marque de la subjectivité du locuteur n'apparaisse : " Bamenda : six morts dans une manifestation non autorisée ". Comme signe supplémentaire de la démarcation de CTA, on relève le parti pris de ne pas se livrer à la destruction systématique ni du SDF, ni de son leader, ni encore moins du député RDPC accusé d'avoir pris part à la manifestation du SDF.

Le même désaccord se retrouve entre les deux titres, à travers le personnage de John Fru Ndi, accusé de s'être enfui vers le Nigeria. Le démenti sera apporté une fois de plus par CTA. Cette réelle volonté de dénoncer certains abus, et de ne publier que des informations avérées (tout au moins pour les cas décrits), illustre une tendance des anglophones à observer un recul critique par rapport aux phénomènes d'actualité dont ils rendent compte, et à mieux observer " les règles de l'écriture journalistique ". Tendance se concrétisant davantage avec l'existence au sein de CTA, d'une pluralité des voix. On y observe deux attitudes antagonistes : à la fois soutien et critique du pouvoir. La première fois que CTA traite de cet événement <sup>(23)</sup>, les choses sont claires : il s'oppose au multipartisme et condamne avec fermeté la tournure tragique des manifestations du 26 mai. Celles-ci apparaissent en effet prématurées, et pire encore, elles sont illégales :

*" Even if multipartism is an expression of this democratic spirit, it can not be said that multipartism is necessary democracy " <sup>(24)</sup>.*

Or par la suite, le journal tranchera avec cette logique en marquant nettement sa préférence pour le multipartisme ainsi que nous l'avons relevé précédemment. On y repère par ailleurs une opposition entre la célébration de la clairvoyance de Paul Biya, et la mention d'un aspect dévalorisant de sa personnalité.

Nous percevons ainsi deux démarches principales dans la construction du discours de CT. La première correspond à l'attitude de CTF qui assimile le Cameroun au président de la République, par un artifice consistant à faire croire que ce qui touche ou menace le chef de l'Etat, figure emblématique de l'unité du pays, menace le pays tout entier.

La seconde orientation, illustre plutôt la distance de CTA par rapport à ce discours. Le titre de langue anglaise prend sinon le contrepied de CTF, du moins exprime une totale neutralité à l'égard des acteurs honnis par le pouvoir. La troisième tendance quant à elle, traduit la différence qui se manifeste entre CTA et CTF quant à la pratique du journalisme. Plus classique, et relativement distancié des discours débités par les sources institutionnelles pour CTA, plus conformiste et militant pour CTF.

## CONCLUSION

Manifestement, des différences existent entre les deux CT, même si elles ne sont pas systématiques. Elles sont cependant symptomatiques de la difficulté du pouvoir à imposer un contrôle méticuleux des contenus des deux CT. Car, si une relative similitude est perceptible au niveau des choix thématiques, l'unicité du discours se perd lorsqu'il s'agit d'apprécier les questions essentielles. Chaque titre dévoile alors une stratégie propre. Ainsi, CTA se situe résolument en faveur du changement et indique que l'organisation de cette société ne lui convient pas.

CTF milite pour le maintien du statu quo, autrement dit, pour la légitimation de l'ordre social existant. En montrant une totale conformité avec les discours primaires produits par le pouvoir, CTF se présente comme un journal résolument conservateur.

En dernière analyse, c'est la fonction même de l'information qui diffère d'un titre à l'autre. CT se donne à voir comme un titre exprimant un double positionnement. On y dénote d'une part une fonction de l'information à accélérer le changement social, propre à CTA. Par la faculté de ce titre à se présenter comme un agent de transformation : grâce à la promotion d'idées et d'acteurs favorables au changement (multipartisme, démocratie, les sympathisants du SDF) ; par la critique et par la dénonciation des abus des responsables politiques. D'autre part, et en agissant en contrepoint, apparaît la fonction de stabilisation, cette fois propre à CTF, qui tend à maintenir les valeurs établies, par la valorisation des idées conservatrices et des acteurs qui les incarnent (hommes de pouvoir) et, inversement, par la mise à l'index des acteurs porteurs d'idées novatrices.

Parallèlement, CTA assume une autre fonction, caractéristique des médias appartenant à des minorités sociales : défense des droits de la minorité, promotion de l'identité et des particularismes, contre l'assimilation, développement du sentiment de communauté etc. En réfutant les accusations des autorités et leur tendance à jeter l'anathème sur la communauté anglophone, CTA se présente comme défenseur de leurs droits. C'est bien dans ce sens qu'il convient d'interpréter la bienveillance que ce titre observe à l'égard des membres de la minorité anglophone impliqués dans les manifestations du 26 mai 1990. Cette fonction de vigilance vise, d'une manière ou d'une autre, à "protéger" les ressortissants de leur communauté.

L'étude du discours de CT permet donc de cerner la manière dont les réalités et l'histoire politique et sociale du Cameroun, influencent la pratique des journalistes. La crise sociale du 26 mai 1990 apparaît simplement comme l'embrayeur qui fait remonter à la surface les angoisses et les craintes collectives d'une nation en construction, encore exposée à des risques de désintégration. De là découle cette tendance de la presse à imposer des normes

susceptibles de garantir la pérennité de l'ordre social existant et de combattre les forces centrifuges.

Cette étude montre clairement l'incapacité du pouvoir politique à imposer un discours unique aux journalistes, malgré le contrôle qu'il exerce sur eux. Mais au-delà, elle prouve que si l'on veut réellement cerner les logiques de fonctionnement des médias, il convient d'inscrire leur étude dans l'ensemble des éléments environnementaux ou contextuels qui les organisent et les structurent.

## NOTES

1. Concernant l'événement de Bamenda : Voir *infra*. "Le choix de la période d'étude".
2. ESCARPIT, Robert. in *Journalisme et sciences sociales*, C.E.P., Colloque IUT B. Maison des Sciences de l'Homme, 1997 p. 91.
3. MAINGUENEAU, Dominique, *Initiation aux méthodes de l'analyse du discours*, Hachette, 1976, p. 16.
4. KIENZ, Albert. *Pour analyser les médias. L'analyse de contenu*, Mame, 1971, p. 112.
5. *Idem.*, *Ibid.*
6. Pour obtenir l'ensemble des items relevés, nous avons opéré une déconstruction des articles consacrés aux événements du 26 mai 1990, reclassés en petites unités. Leur prise en compte repose sur la question : "de quoi parle-t-on" ?
7. Cette observation corrobore les conclusions de Gaye TUCHMAN selon lesquelles les médias sont un lieu de prescription d'attitudes, in *Making news. A study in the construction of reality*. The Free Press, 1978, p. 196.
8. *Idem.* p. 14. *Notre traduction* : Le président Paul Biya est apparu à la nation comme un grand homme d'Etat, contrairement à ce que pensaient certains.
9. MOULLAUD, Maurice. TETU, Jean-François. *Le journal quotidien*. P.U.L., 1989, p. 51.
10. CTA, 1er/6/90, p.3.
11. Hélène BOURDON a observé cette stratégie du soutien systématique du gouvernement dans son étude de *Cameroon Tribune*. Elle en a conclu : "Rendre la population optimiste et satisfaite de son sort semble être le rôle de *Cameroon Tribune*. Sa rédaction s'emploie à démontrer que rien ne tient le gouvernement en échec et que celui-ci solutionne tout".
12. GONIDEC, Jean-François, *Les systèmes politiques africains...* Bibliothèque Africaine et Malgache, 1971, p. 306.
13. CTF, 30/5/90, p. 2.
14. CTF, 29/6/90.
15. CTF, 29/5/90, p. 4.
16. 30/5/90, p. 2.
17. 1/6/90, p. 2. *Notre traduction* : Contrairement aux rumeurs concernant sa fuite vers le Nigeria, le leader du SDF a été aperçu en ville, vacant normalement à ses occupations.
18. Référence à la fuite supposée de FRU NDI et M. ACHIDI ACHU vers le Nigeria. Il est d'ailleurs surprenant de noter que CTF n'aura pas envoyé de reporter sur place,

préférant attendre le communiqué officiel, alors que l'événement était prévu de longue date.

19. CTF, 19/6/90, p. 3.

20. CTF, 1/6/90, p. 4.

21. *Notre traduction* : Il ne faisait plus aucun doute que le multipartisme était proche.

22. CTF, 20/6/90, p.5, et 29/6/90, p. 2.

23. 29/5/90, p. 3.

24. *Idem. Notre traduction* : Même si le multipartisme exprime l'esprit de la démocratie, il n'est pas assuré que multipartisme coïncide nécessairement avec démocratie.

## BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- BARDIN, Laurent. *L'analyse de contenu*. Paris, PUF, 1986. 229 p.
- CAZENEUVE, Jean. *La société de l'ubiquité. Communication et diffusion*. Paris, Denoël, 1972. 420 p.
- GONIDEC, Jean-François. *Les systèmes politiques africains*, tome 1. Paris, Bibliothèque Africaine et Malgache, 1971, 371 p.
- KERBRAT-ORECCHIONI, *L'énonciation. De la subjectivité dans le langage*. Paris, Armand Colin, 1988, 290 p.
- KIENTZ, Albert. *Pour analyser les médias. L'analyse de contenu*. Paris, Mame, 1971. 176 p.
- MAINGUENEAU, Dominique. *Initiation aux méthodes de l'analyse du discours*. Paris, Hachette, 1976. 192 p.
- MORIN, Violette. "Le voyage de Khrouchtchev en France : essai d'une méthode d'analyse de la presse". in *Communication*, n°1, 1961, pp. 81 - 107.
- MOUILLAUD, Maurice, TETU, Jean-François. *Le journal quotidien*. Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1989, 204 p.
- TUCHMAN, Gaye. *Making news. A study in the construction of reality*; New York, The Free Press, 1978, 244 p.